

Guillaume GAROT

*Mayenne (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 26 septembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 septembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 4 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [13 novembre 2007] (p. 4016)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 3

Intervient sur l'adit n° 302 rectifié de M. Jean-Louis Idiart (frais d'obsèques : TVA au taux réduit) (p. 1864)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son intervention (p. 1873)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son amendement n° 317 (p. 1957)

Projet de loi n° 175 de lutte contre la contrefaçon

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2495)

Son intervention (p. 2501)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : contrefaçon (p. 2502)

Justice : procédures : contrefaçon (p. 2503)

Ministères et secrétariats d'Etat : moyens : contrefaçon (p. 2503)

Pharmacie et médicaments : médicaments : contrefaçon (p. 2502)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pays en développement (p. 2503)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2504)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : aggravation des peines (p. 2503)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : Chine (p. 2502)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : emploi (p. 2502)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : impôts et taxes (p. 2502)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : Internet (p. 2502)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : juridictions spécialisées (p. 2503)

Propriété intellectuelle : contrefaçon : sécurité (p. 2503)

Union européenne : coopération policière et pénale : contrefaçon (p. 2503)

Union européenne : directives : délais (p. 2502)

Discussion des articles [2 octobre 2007] (p. 2514)

Article 3 (régime juridique applicable à la contrefaçon de dessins et modèles nationaux)

Son sous-amendement n° 89 à l'adt n° 6 de la commission (p. 2516)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 90 (analyse des échantillons par un expert indépendant désigné par le juge) à l'adt n° 8 rectifié de la commission (régime de retenue douanière en matière de contrefaçons de dessins et modèles) : rejeté (p. 2517)

Article 20 (mesures provisoires et conservatoires, saisie-contrefaçon et droit d'information en matière de contrefaçon d'obtentions végétales)

Son sous-amendement n° 91 à l'adt n° 18 de la commission (p. 2521)

Article 24 (mesures provisoires et conservatoires en matière de contrefaçon de marques)

Son sous-amendement n° 92 à l'adt n° 26 de la commission (p. 2522)

Article 28 (transposition de la directive en matière d'indications géographiques)

Son sous-amendement n° 93 à l'adt n° 36 rectifié de la commission (p. 2524)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2504)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 18

Son amendement n° 169 (frais de formation professionnelle dans l'enseignement supérieur exposés par les salariés : crédit d'impôt de 50 % limité à 5 000 €) (p. 5090) : rejeté (p. 5091)